

ANALYSE

QUE RESTE-T-IL DE LA CRISE FINANCIÈRE (2/2)

Quel traitement, Le Soir et La Libre Belgique ont réservé
à l'anniversaire de la crise de 2008 ?



Début septembre 2008, après avoir déjà mis sous tutelle deux banques majeures du paysage hypothécaire américain, la banque centrale américaine, refusait de sauver Lehman Brothers. Cette grande banque d'affaires est déclarée en faillite le 15 septembre.

Bien qu'étant la quatrième banque d'affaires américaine, ce qui n'aurait dû n'être qu'une faillite d'un opérateur économique parmi d'autres, allait avoir des conséquences dévastatrices. La « crise des subprimes » devint mondiale permettant (malheureusement) au grand public de comprendre violemment ce qu'était une banque systémique dans une économie mondialisée à la recherche exclusive du profit. Le grand public et les États comprennent alors à quel point, les banques peuvent faire passer États et citoyens à la caisse quand il y a des pertes ... mais pas lorsqu'il y a de plantureux bénéfices à partager.

Cette crise étant qualifiée de pire crise financière depuis celle de 1929, son 10^e anniversaire était à l'agenda des médias pour 2018. Qu'en ont-ils fait aux dates « anniversaire » de ces événements ?

En quelques mots :

Sans que cette analyse ne soit une enquête exhaustive de toute la presse quotidienne, ni un comparatif entre les deux quotidiens choisis ; nous nous sommes mis à la place du lecteur « lambda » attentif à l'actualité mais pas particulièrement intéressé par les questions financières.

Dans la première partie nous analysons la place qui a été donnée à la couverture des dix ans de la crise dans Le soir et la Libre Belgique au départ des éditions de deux week-ends « anniversaire ».

Dans cette seconde partie d'analyse, nous tentons de synthétiser le message, la lecture donnée à ces événements par ces quotidiens.

Avec 10 ans de recul, qu'est-il donné aux lecteurs lambdas pour comprendre la crise mais aussi ses effets à long terme sur l'ensemble de la société?

Mots clés liés à cette analyse : Presse quotidienne, Crise financière, Public lambda

INTRODUCTION

Je ne lis pas régulièrement la presse quotidienne, mais lors de faits marquants dans l'actualité, je me rends chez mon (petit) libraire pour lui acheter le Soir et la Libre Belgique pendant deux ou trois jours successifs. A chaque fois que je répète cette démarche, j'espère trouver dans la presse écrite « classique » une analyse plus poussée et plus posée que le contenu de 3 minutes (maximum) du journal parlé mais aussi, un positionnement moins partisan que celui des autres réseaux d'informations qui sont les miens.

Comme je l'avais fait pour l'anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, pour celui des attentats du 11 septembre, ou encore un an après l'épisode du CETA en octobre 2016 ou après chaque élection Belge, j'ai donc acheté les éditions du Soir et la Libre Belgique du vendredi 14 septembre mais aussi l'édition du week-end, puis du lundi 17. Déçu par la couverture à la date anniversaire de la faillite de Lehman Brothers, j'ai répété l'opération le week-end du 6 et 7 octobre en espérant que l'agenda Dexia soit, de par son côté « cas Belge », un déclencheur pour les titres nationaux à cette date.

Si le choix des dates étaient réfléchi, celui des quotidiens était plus instinctif ou à vrai dire conditionné. Je reste - à tort ou à raison - sur l'idée que ces deux journaux ayant, durant ma jeunesse, les plus grosses audiences et la meilleure renommée en matière d'information, étaient encore aujourd'hui les deux quotidiens de référence (même si leur

tirage a fondu de plus de 350.000 à 65.000 aujourd'hui pour le Soir et de 65.000 à un peu plus de 35.000 pour la Libre Belgique).

L'approche de cette analyse n'est pas d'évaluer ces médias sur l'ensemble de leur traitement de ce sujet en particulier, mais de présenter une réflexion sur ce qu'il est donné aux lecteurs lambdas et occasionnels pour comprendre un des événements majeurs du début des années 2000.

Cette analyse en deux temps est donc basée sur un échantillon de lecture de nature très subjective comme évoqué plus haut. A travers ce texte nous n'avons donc pas de prétentions scientifiques, ni journalistiques sur le travail du Soir et de la Libre Belgique ; mais simplement la volonté de faire écho de ce qu'il a été donné à lire à des dates clefs en se mettant en situation d'un lecteur occasionnel de chacun de ces deux quotidiens qui bien avant l'avènement des médias par internet avaient perdu près de 50 % de leur lecteurs par rapport aux années 2000...

Dans le premier volet j'abordais simplement l'espace (au sens propre) donné dans les différentes éditions concernées. Quelle quantité d'articles, quelle taille et qu'est-il donné au lecteur pour être accroché par ces infos ? Il s'agit d'une approche descriptive et factuelle sur l'espace occupé mais aussi les rubriques où l'on pouvait trouver ces articles.

Ce second volet d'analyse est plus interprétatif. Je m'y intéresse au fond des articles. Comment abordent-ils la crise, qu'en disent-ils dix ans plus tard ? Mais aussi que ne disent-ils pas !

Bref, quel regard chacun de ces deux quotidiens porte sur la crise et que proposent-ils à ce sujet pour informer leur lectorat voire en attirer un nouveau ?

7. COMMENT LE SOIR ÉVOQUE-T-IL LA CRISE FINANCIÈRE ... 10 ANS APRÈS ?

« **Lehman s’effondre et emporte les banques ... européennes** » / Édition du 14 septembre (de Dominique Berns)

Après un fin bandeau en Une, les pages 2 et 3 du Soir sont très majoritairement consacrées à la crise. Le sujet est décliné en deux parties : une ligne du temps en huit dates clefs, un grand article de développement du sujet.

- La ligne du temps débute le 8 février 2007 et pose le cadre du pic du marché immobilier américain de 2006. Cette date ouvre le bal des signaux inquiétants vu qu’elle correspond à l’annonce par la banque (britannique) HSBC d’une provision de 10,5 milliards pour couvrir des pertes liées aux « Subprimes ». Le mot est lâché ... la crise est en route.

Cinq autres événements datant d’avant la faillite de Lehman Brothers, sont mis en avant pour à la fois mettre en lumière les tentatives de la Banque centrale américaine (FED) pour éviter la tempête. On le comprend, la crise n’est pas apparue d’un coup. Après le 15 septembre, c’est sur la situation des banques « belges » que se concentre le tracé chronologique qui se termine au 27 octobre 2008 avec la recapitalisation par l’État fédéral belge de la KBC.

- L’article, bien que débutant par un chapeau rappelant que « la crise des subprimes (...) faillit emporter le système bancaire des deux côtés de l’Atlantique » va essentiellement mettre en avant les éléments économiques et mécaniques qui ont permis à cette crise de dépasser les frontières américaines. Au-delà de son côté contagieux dû au fait que toutes les banques « mondialisées », dont DEXIA, avaient voulu prendre leur part de gâteau subprime ; l’accent est mis sur les différentes réactions des banques centrales. Cependant, l’auteur souligne que l’origine de la crise est bien liée au système bancaire tel qu’il s’est développé depuis les années 90. Ce n’est donc ni un accident imprévisible, ni particulièrement américain dont la facture aurait été payée par l’Europe.

Cependant, dans une dernière colonne aux accents de conclusion cinglante, les erreurs des banques centrales sont mises en avant à commencer par le fait que la FED n’aurait pas dû lâcher Lehman Brothers et mettre ainsi le feu aux poudres. De son côté, le manque de réaction de la Banque Centrale Européenne (BCE) aura

eu un effet pire encore à force « *de ne pas avoir été capable de trouver une réponse commune à un problème commun.* »

Nous voilà donc face à une rétrospective permettant de comprendre la dimension mondiale de la crise financière ainsi que les principales erreurs commises par les acteurs directs de cette saga. Mais l'article reste centré sur les premiers mois de crise et se limite aux acteurs bancaires. Difficile dans ces conditions de comprendre en quoi, 2008 était comparable au krach de 1929 et ses conséquences catastrophiques sur l'ensemble de l'économie. Il en va de même sur les leçons tirées de cette crise. En effet, ce n'est que l'espace d'une petite phrase de clôture (sans doute passée inaperçue) que la crise est aussi présentée comme une occasion manquée par l'Europe de renforcer son secteur bancaire. Qu'est-ce qui alimente ce constat ? Quelles différences aujourd'hui entre les banques européennes et américaines ? Pas de réponses dans cet article ... qui aurait alors pu faire le lien avec la question de la situation après dix ans.

« La crise a dévoilé l'incapacité des Européens d'agir collectivement » / Édition du 6 et 7 octobre (de Dominique Berns)

Il s'agit ici d'un entretien avec Adam Tooze qui est professeur d'histoire à l'Université Columbia (New-York) et qui venait de publier un ouvrage intitulé « Crashed »¹. Placé en page 21 à la rubrique Économie, l'auteur de l'analyse souligne le manque de réaction de la Banque Centrale Européenne face à la crise et les conséquences lourdes de cette « *incapacité de décider.* » L'essentiel des décisions non conventionnelles (spécifiques à la crise) de la BCE n'ont d'ailleurs vu le jour qu'en 2014 ; deux ans après les premières déclarations de son président. Le redressement économique plus rapide des États-Unis met en avant d'après M. Tooze le fait que la BCE « *a été bâtie sur des institutions conçues pour limiter l'action publique* » elle serait donc par nature moins réactive que la FED. Ce serait là encore (comme la crise) un problème structurel et non un accident imprévisible qui aurait mené la BCE à être un « *champ de bataille entre représentants* » au lieu d'être le quartier général des décisions rapides à prendre.

¹ « Crashed. Comment une décennie de crise financière a changé le monde » Adam TOOZE, les Belles Lettres, 2018.

Sans être explicite (dans l'article) sur les mesures qu'il aurait fallu prendre à l'époque ou encore aujourd'hui, l'interview se termine sur une vision légèrement optimiste en précisant qu'il n'y a pas de fatalisme et qu'il n'y a pas de raison que l'Europe ne mette pas « *en oeuvre les politiques appropriées* » (...) *Mais il faut avoir la volonté politique de le faire.* »

Bien que n'ayant lu aucune des 766 pages de « Crashed » et qu'il s'agisse d'une interview sans doute motivée par la parution du livre, l'article reste à charge exclusive de l'Europe. Aucun élément n'est invoqué à décharge de celle-ci alors que comme toutes les institutions, on peut notamment évoquer le manque d'anticipation et d'expérience face à une telle crise. Dans l'article, seule la structure de la BCE semble en cause et les autres acteurs sont épargnés. L'article n'élargit pas non plus le débat quant à l'état de la finance aujourd'hui, en Europe ou ailleurs.

2. COMMENT LA LIBRE BELGIQUE ÉVOQUE-T-ELLE LA CRISE FINANCIÈRE ... 10 ANS APRÈS ?

« *Dix ans après Lehman Brothers, l'OCDE fait son mea culpa* » Édition du 15 et 16 septembre (non signé / Belga)

Il s'agit ici d'une brève de Belga non signée par la rédaction, qui fait simplement écho d'une déclaration du président de l'Organisation de Coopération et de Développement Économique qui reconnaît « *qu'ils n'ont rien vu venir.* » Mais outre cet aveu, Mr Gurria précise surtout que cette situation est due au fait que « *la pensée économique et les modèles sur lesquels elle était basée ne reflétaient ni la réalité économique ni la vie des gens.* » Pas d'analyse ni de mise en perspective de ces propos par le quotidien, alors que ceux-ci sont sans doute on ne peut plus explicites quant aux causes et aux solutions de la crise. À travers les propos de M. Gurria concernant « *la vie des gens* », on peut conclure qu'il sous-entend la nécessité d'un retour de la finance dans un rôle de soutien à l'économie réelle et non plus d'investissements quasi exclusifs sur les marchés financiers. Il semble d'ailleurs que ce message soit martelé par le secrétaire général de l'OCDE depuis plusieurs années. Les dix ans de la crise auront au moins donné un peu plus de visibilité à ces propos dont on se réjouira aussi qu'ils émanent d'un représentant du monde économique « classique » et qu'ils sont en phase avec bon nombre d'analyses économiques « alternatives ».

« La chute de Lehman Brother ? On n’y pense plus en Bourse » / Édition du 15 et 16 septembre (de Patrick Van Campenhout)

Tout est dit dans le titre. D’autant plus qu’on le trouve dans la rubrique « Économie / Marchés ». Cet article technique à destination des investisseurs n’est en fait qu’une photographie (comme il y en a régulièrement, voire quotidiennement) de la valeur et de la progression de titres phares à la bourse sur ces dernières semaines.

Mais si la crise est ici évoquée dans le titre, c’est que l’on peut comprendre (entre les lignes) que les marchés sont à nouveau à la fête. 2008 est loin. En effet, un inter-titre révélateur « 130 % » nous précise que l’indice boursier S&P 500 a progressé de 130 % par rapport à septembre 2008 ! Autrement dit, les marchés financiers ont continué d’augmenter leurs activités (à risque) rapportant ainsi de conséquentes plus-values en moyenne 11 % de plus-value annuelles ... là où l’économie réelle fait grise mine avec une croissance très faible entre 0,5 et 2 % ces dernières années ! Mais si ce chiffre de 130 % interpelle, il n’est pas sûr que ce soit pour les mêmes raisons. Entre le lecteur lambda qui pourrait s’inquiéter du fait que la roulette des banques casino tourne encore plus vite aujourd’hui qu’en 2008, les investisseurs (amateurs ou non) se sentiront sans doute plutôt appelés à faire fructifier leurs capitaux au maximum sur ces marchés plutôt que dans l’économie réelle. En effet, la chute de Lehman Brothers on n’y pense plus en bourse.

CONCLUSION :

Dix ans et quatre articles plus tard que reste-t-il de la crise financière ...

Comme évoqué dans la première partie (plus quantitative) de cette analyse, la date effective de cet anniversaire n’a donc pas été un gage de traitement vu que chacun des deux quotidiens a opté visiblement pour une stratégie différente à la fois dans le temps et dans l’étalement de la couverture des dix ans de la crise. La Libre a plutôt consacré plusieurs articles centrés sur les dix ans de la crise dès le premier septembre, puis à plusieurs dates

dont un édito le 6 septembre. Sans en faire un dossier, le Soir semble avoir développé une approche plus concentrée sur l'anniversaire, mais une semaine après celui-ci, soit le week-end 21 septembre.

Au travers de cette expérience née d'une attente d'un dossier anniversaire conséquent, on ne peut que constater que globalement les articles publiés aux dates précitées, restent soit centrés sur le fil de l'histoire des événements de 2007 et 2008. Au mieux, l'analyse s'étend aux rôles des banques centrales. Un seul article évoque en deux lignes la dérégulation du système financier des années 80/90 (lire l'analyse *Histoire bancaire en Belgique 2/3 : tout au privé - 2017*).

Malheureusement, aucun article ne fait le lien avec les impacts sociaux et/ou les politiques d'austérité imposées encore aujourd'hui par ces mêmes acteurs qui nous avaient pourtant fait frôler la faillite collective. De même, il n'y pas de constat clair quant à l'état actuel du monde de la finance dont pourtant il y a beaucoup à dire. En effet, il ne semble pas insensé de dire que l'argent coule à nouveau à flot (voir l'analyse *Financité Banque : rentabilité à deux chiffres - 2018*) et que le risque de crise est plus grand aujourd'hui qu'en 2008. De même, aucune trace des divers mouvements citoyens et associations comme Financité ou le CNCD 11.11.11., le CADTM, Bye Bye Tina, ... qui à l'occasion des dix ans de la crise s'inquiètent que bon nombre d'indicateurs (y compris économiques) font état d'un contexte favorable à l'éclatement prochain d'une nouvelle crise financière.

L'oeuf ou la poule ?

Mais finalement, l'absence d'un « dossier spécial » (comme dans l'édition de l'Écho du 15 et 16 septembre) dénote-t-il une croyance des médias quant au désintérêt supposé du grand public pour un sujet apparemment technique et limité à un public averti et/ou d'un sujet limité à un secteur d'activité restreint ? Le tout ayant conduit au choix de ne pas faire un dossier spécial.

Ce phénomène de dispersion médiatique ... en est-il un ? Sachant qu'il faut aussi reconnaître que « la » date anniversaire du 15 septembre 2008 est discutable à la différence de celle de Tchernobyl ou des attentats du 11 septembre.

Ce phénomène de dispersion médiatique, est-il propre au traitement de la crise financière ?

Est-ce un symptôme nous indiquant qu'aujourd'hui encore la finance semble hors monde, hors quotidien et est réservée aux spécialistes ?

Ceci dit, outre le choix rédactionnel de ces quotidiens, qu'en est-il du public ? Quels lecteurs se sont inquiétés de ne pas voir un dossier « crise financière » ni dans la Libre Belgique ni dans le Soir ? Pour autant qu'un public soit demandeur d'un traitement plus important des 10 ans de la crise (comme nous le croyons à Financité), s'est-il manifesté vis-à-vis des rédactions ou par exemple au travers du courrier des lecteurs afin de faire entendre ses attentes ? Rien n'est moins sûr.

Quoi qu'il en soit pour les lecteurs occasionnels qui sont néanmoins intéressés par un traitement de fond d'un sujet majeur de l'actualité, comment faire pour rester à la fois à jour dans ses connaissances tout en voulant, comme les (bons) journalistes, diversifier et croiser ses sources ?

Didier Palange

Décembre 2018

Si vous le souhaitez, vous pouvez nous contacter pour organiser avec votre groupe ou organisation une animation autour d'une ou plusieurs de ces analyses.

Cette analyse s'intègre dans une des 3 thématiques traitées par le Réseau Financité, à savoir :

Finance et société : *Cette thématique s'intéresse à la finance comme moyen pour atteindre des objectifs d'intérêt général plutôt que la satisfaction d'intérêts particuliers et notamment rencontrer ainsi les défis sociaux et environnementaux de l'heure.*

Finance et individu : Cette thématique analyse la manière dont la finance peut atteindre l'objectif d'assurer à chacun, par l'intermédiaire de prestataires « classiques », l'accès et l'utilisation de services et produits financiers adaptés à ses besoins pour mener une vie sociale normale dans la société à laquelle il appartient.

Finance et proximité : Cette thématique se penche sur la finance comme moyen de favoriser la création de réseaux d'échanges locaux, de resserrer les liens entre producteurs et consommateurs et de soutenir financièrement les initiatives au niveau local.

Depuis 1987, des associations, des citoyens et des acteurs sociaux se rassemblent au sein du Réseau Financité pour développer et promouvoir la finance responsable et solidaire. Le Réseau Financité est reconnu par la Communauté française pour son travail d'éducation permanente.